



COMMUNIQUÉ AUX CHEMINOTS

Montreuil, le 18 Avril 2019

MANIFESTATION NATIONALE

4 JUIN 2019 : LA MANIFESTATION NATIONALE DES CHEMINOTS !

**Le 12 juillet 2018,
nous écrivions que rien
n'était fini et que tout
restait à faire.**

**Près d'un an après, les
premiers effets
dévastateurs de la
réforme se font déjà
ressentir.**

**La bataille doit
continuer.**

**La nouvelle étape aura
lieu le 4 juin 2019 dans
les rues de Paris.**

Comme prévu, la loi du 27 juin 2018, votée sur des mensonges et construite sur le seul dogme de l'ouverture à la concurrence, confirme ce que nous continuons de combattre : l'atomisation du service public ferroviaire.

Le Gouvernement déroule les décrets et ordonnances qui ne répondent qu'aux intérêts et aux attentes patronales.

Résultat : les annonces de fermeture de gares, voire de lignes se succèdent avec, à chaque fois, des réactions fortes des usagers et des cheminots.

Quand une loi est mauvaise et contraire à l'intérêt général, il faut la changer.

L'arsenal législatif existant le permet.

D'ailleurs, il aura suffi d'un seul amendement déposé par le Gouvernement pour modifier la loi sur les 80 km/h, que celui-ci avait fait voter quelques mois auparavant !

L'ouverture à la concurrence est, quant à elle, un leurre.

Son efficacité prétendue n'a jamais été démontrée. Elle n'est pas obligatoire. Elle dépend d'un choix politique que nous devons combattre pour le faire changer.

Pourtant, c'est l'ouverture à la concurrence qui justifie aujourd'hui la modification du statut juridique de l'entreprise, la fin des recrutements au Statut, la casse massive de l'emploi cheminot, le rabougrissement de l'offre ferroviaire, l'abandon de dessertes de villes moyennes, pour ne citer que ces exemples.

La Loi d'Orientation sur les Mobilités (LOM) vient, quant à elle, rajouter de nouvelles attaques en donnant la possibilité de confier la gestion du réseau à d'autres opérateurs ou aux régions.

▶ À LA SNCF

Le président de la SNCF qui « aime les guichets, les gares », agit comme un marteau-pilon, il casse, écrase et détruit quitte à faire en sorte que la SNCF n'ait plus les moyens humains et matériels de répondre aux éventuels « appels d'offres ».

Il procède au démantèlement méthodique de l'entreprise publique, à l'instar de ces patrons qui vident leur société en une nuit, laissant leurs salariés sur le pas de la porte. « Après moi le déluge ! ».



Plus de 2 000 emplois supprimés en 2019, dont 900 sur la vente, restructurations en pagaille, 120 gares menacées de fermeture, 56 lignes...

La direction SNCF porte donc une lourde responsabilité dans la situation actuelle.

▶ **CCN**

De nombreuses réunions de négociations ont eu lieu depuis septembre 2018. Elles démontrent que le patronat ferroviaire fait tout pour avoir une CCN de bas niveau afin de favoriser la concurrence par le dumping social. Sur 487 métiers recensés par la CGT dans l'entreprise SNCF, le patronat ne voudrait en définir que 48 ! C'est la polyvalence maximale ! On est loin des intentions affichées par le Gouvernement d'un « cadre social » de haut niveau !

Du rapport de forces que nous serons capables de reconstruire ensemble dépendra notre capacité à réorienter les choix du Gouvernement et de la direction.

ENSEMBLE :

- Gagnons le maintien du Statut et arrachons un cadre contractuel identique en partant des contraintes du système ferroviaire (sécurité, continuité, adaptabilité, attractivité) ;
- Gagnons l'élargissement de notre régime spécial à l'ensemble de la branche ferroviaire pour empêcher sa fermeture au 1^{er} janvier 2020 ;
- Défendons l'emploi, les métiers et le service public, avec en perspective de revenir à une attribution directe des conventions TER, TET et aussi des marchés FRET à la SNCF, entreprise publique de service public ;
- Gagnons une organisation de la production qui assure la sécurité, de bonnes conditions de travail et une réponse de qualité aux besoins des usagers ;
- Débloquons de vraies négociations sur la CCN pour interdire le dumping social, gagnons de nouveaux droits dans le privé et rouvrons tous les volets déjà écrits ;
- Gagnons des salaires et pensions qui permettent de vivre dignement ;
- Arrachons les mesures promises sur la re-matérialisation des feuilles de pension pour les retraités en difficulté avec internet, la création de permanences de la CPRP en proximité pour réellement permettre aux cheminots d'y accéder ;
- Empêchons les retraites par points au niveau interprofessionnel.

C'est pourquoi, la Fédération CGT des Cheminots a décidé d'organiser une manifestation nationale des cheminots actifs et retraités le 4 juin 2019 à Paris.

A l'heure où s'écrivent ces lignes, les Fédérations UNSA, SUD-Rail, CFDT, ont fait savoir qu'elles rejoignent aussi cet appel national à manifester.

Pas de concurrence sur le rail ! Pas de concurrence entre salariés !

La coupe est pleine !

La Fédération CGT appelle donc les cheminots, les comités de défense, les associations d'usagers à se mobiliser massivement le 4 juin prochain, pour le maintien et le développement de la SNCF, entreprise publique, unique et intégrée !